

Amnesty international veut l'avortement dans toute l'Amérique latine

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 2 octobre 2010

Prenant prétexte de sa campagne pour faire rétablir au Nicaragua les « exceptions d'avortement » abrogées dans le nouveau code pénal en 2008, Amnesty International vient de publier un [communiqué](#) où l'association *pacifiste* s'associe à une demande visant à dépénaliser l'avortement dans tout le continent latino-américain et les îles des Caraïbes. Ledit communiqué présente l'avortement légal comme un « droit humain fondamental ».

Voilà pour ceux qui croyaient encore qu'Amnesty était une organisation de défense des « droits de l'homme », et non un supplétif de la culture de mort !

L'initiative à laquelle participe donc Amnesty International est celle de la « Campagne du 28 septembre pour la dépénalisation de l'avortement en Amérique latine et dans les Caraïbes », née en 1990 lors d'un « Atelier sur l'avortement » en Argentine, qui réunissait des organisations féministes comme les « Catholiques pour le libre choix ».

Pour l'avortement « légal et sans danger », les slogans ne laissent aucune place à l'ambiguïté :

« Les femmes décident, la société respecte, l'Etat garantit, les Eglises n'interviennent pas. »

La journée donne lieu à des manifestations et des colloques ainsi qu'à des campagnes de pression sur les pouvoirs publics à travers des pétitions. De multiples organisations locales y participent, mais aussi des organisations plus visiblement internationales comme la Fédération internationale du Planning familial ou encore « Mujer Salud » (Femme santé) dont [lesite](#) révèle combien l'Eglise catholique est perçue comme une ennemie par ceux qui tiennent le haut du pavé.

On y apprend notamment que la campagne pour l'avortement légal résulte d'une « mise en perspective centrée sur les droits humains des femmes et sur les réalités biologiques, psychologiques et sociales vécues par les femmes, qui ne permettent que rarement que les conditions nécessaires et optimales pour la maternité soient réunies ».

Vu comme cela, en effet, la majorité des grossesses ne peuvent qu'être des échecs.

Suit une attaque en règle contre les « fondamentalistes religieux, spécialement l'Eglise catholique ». On brandit les scandales pédophiles et le discrédit que cela aurait jeté sur une

institution désormais sur la défensive, mais toujours puissante par son influence.

On apprend ainsi, non sans y voir un compliment pour le mouvement pro-vie en général, que, « **à mesure que le pluralisme idéologique gagne en force et que les attitudes sociales à propos de ces questions se polarisent, la religion organisée attribue plus de ressources au combat contre la politique des droits sexuels et reproductif, s'appuyant sur des outils institutionnels, politiques et médiatiques toujours plus sophistiqués** ».

Voici également l'Eglise accusée de manipulation, de chantage, d'un rôle occulte derrière la scène : elle se cacherait parce que la majorité de la population ne serait plus d'accord... *Pire*, constate Muher Salud, l'Eglise sait mettre en œuvre des politiques au niveau régional (pensez, elle célèbre la Journée des enfants à naître !) et s'active pour faire reconnaître le droit à l'objection de conscience. *Horresco referens*... En voilà un, droit indécent qui devrait céder devant la masse !

© leblogdejeannesmits.

© I